

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 octobre 2006

PROJET DE LOI
portant diverses modifications
en matière électorale

AMENDEMENTS

N° 1 DE MM. **LAEREMANS ET DE MAN**

Art. 2bis (nouveau)

Insérer un article 2bis, libellé comme suit:*«Art. 2bis. — L'article 87 du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993 et modifié par la loi du 13 décembre 2002, est complété par l'alinéa suivant:**«La circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde est divisée en trois sous-circonscriptions électorales**1° la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, qui comprend les arrondissements administratifs de Hal-Vilvorde et de Bruxelles-Capitale;**2° la sous-circonscription électorale de Bruxelles, qui comprend l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;*

Documents précédents :

Doc 51 **2548/ (2005/2006)** :
001 : Projet de loi.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 oktober 2006

WETSONTWERP
houdende verscheidene wijzigingen
inzake verkiezingen

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE HEREN **LAEREMANS EN DE MAN**

Art. 2bis (nieuw)

Een artikel 2bis invoegen, luidend als volgt:*«Art. 2bis. — Artikel 87 van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 16 juli 1993 en gewijzigd bij de wet van 13 december 2002, wordt aangevuld met het volgende lid:**«De kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde wordt onderverdeeld in drie subkieskringen:**1° de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, bestaande uit de administratieve arrondissementen Halle-Vilvoorde en Brussel-Hoofdstad;**2° de subkieskring Brussel, bestaande uit het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;*

Voorgaande documenten :

Doc 51 **2548/ (2005/2006)** :
001 : Wetsontwerp.

3° la sous-circonscription électorale de Hal-Vilvorde, qui comprend l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde.»».

JUSTIFICATION

1. La situation actuelle est intenable

La fédéralisation de l'État belge est allée de pair avec la reconnaissance de la territorialité des diverses communautés présentes dans ce pays. Cette reconnaissance s'est traduite par la mise en place d'une structure assez complexe dont les composantes sont les communautés et les régions. Cette structure implique, à son tour, la reconnaissance du principe de l'intégrité territoriale de ces entités, ce qui signifie que chacune des communautés et des régions n'a de responsabilité que sur son propre territoire et n'a pas grand-chose à dire en ce qui concerne les affaires des autres communautés et régions. Ce principe trouve son fondement dans l'article 4 de la Constitution, qui énumère les quatre régions linguistiques et limite la région bilingue au territoire de Bruxelles-Capitale.

La circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde est le dernier vestige de la Belgique unitaire. Dès lors, il n'est que logique d'adapter également la législation électorale à la réalité actuelle et de limiter le choix des électeurs des dix-neuf communes bilingues de Bruxelles aux candidats figurant sur les listes des deux principales communautés linguistiques du pays. Si la législation n'a pas encore été modifiée en ce sens, c'est en raison de l'opposition de certains francophones qui persistent à considérer le Brabant flamand comme une conquête territoriale de Bruxelles. Le maintien de la circonscription électorale actuelle renforce et institutionnalise cet impérialisme. Étant donné que l'arrondissement de Hal-Vilvorde fait partie de l'électorat des hommes politiques bruxellois francophones (et, dans le cas de l'élection du Sénat et des élections européennes, également de l'électorat des hommes politiques wallons), ceux-ci agissent en effet en conséquence. Les francophones bruxellois, surtout ont personnellement intérêt à ce que soit poursuivie la politique d'ingérence et à se montrer agressifs, dans la mesure où cela leur permet de consolider leur position électorale.

À l'inverse, de nombreux francophones habitant le Brabant flamand n'éprouvent pas le moindre besoin de s'adapter à la région dans laquelle ils vivent ou de se montrer courtois à l'égard de la commune flamande qui les accueille, étant donné qu'ils sont quand même représentés et défendus par les hommes politiques bruxellois, qui les incitent à ne pas s'intégrer, à refuser obstinément de parler ou même d'apprendre le néerlandais. Les francophones exploitent habilement cette situation, notamment en diffusant le périodique anti-flamand Carrefour, qui, grâce à des subventions de la Communauté française, encourage et coordonne une politique de sape et de collaboration dans la périphérie.

Il est, du reste, intéressant de passer en revue les arguments officiels avancés par les autorités belges pour justifier le maintien de la circonscription actuelle. Cette argumentation figure en toutes lettres dans un mémoire du Conseil des mi-

3° de subkieskring Halle-Vilvoorde, bestaande uit het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde.»».

VERANTWOORDING

1. De huidige situatie is onhoudbaar

Met de federalisering van de Belgische Staat ging de erkenning gepaard van de territorialiteit van de verschillende in dit land levende gemeenschappen. Dit vertaalde zich in de nogal ingewikkelde constructie van gemeenschappen en gewesten. Hieraan werd ook het principe van de territoriale integriteit gekoppeld: ieder draagt slechts verantwoordelijkheid op zijn eigen gebied en heeft bij de ander weinig in de pap te brokken. Artikel 4 van de Grondwet vormt de basis van dit beginsel: die bepaling somt de vier taalgebieden op en beperkt het tweetalige gebied tot Brussel-Hoofdstad.

De kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde is het laatste antieke overblijfsel van het unitaire België. Het lijkt niet meer dan logisch dat ook de kieswetgeving wordt aangepast aan de huidige realiteit en dat er slechts in het tweetalige Brussel-19 keuze kan bestaan tussen lijsten van de twee grootste taalgemeenschappen in dit land. Dat dit tot op heden niet is gebeurd, heeft te maken met de weerstand hiertegen van sommige Franstaligen, die Vlaams-Brabant nog steeds beschouwen als een wingewest van Brussel. Het behoud van de huidige kieskring versterkt en institutionaliseert dit imperialisme. Aangezien Halle-Vilvoorde behoort tot het electoraat van de francophone Brusselse politici (en bij de Senaats- en Europese verkiezingen tevens van de Waalse politici), handelen zij daar ook naar. Vooral de Brusselse francophonen hebben persoonlijk belang bij een inmengingspolitiek en bij een agressievere opstelling, want hiermee versterken zij hun electoraat.

Omgekeerd voelen een aantal francophonen in Vlaams-Brabant geen enkele behoefte om zich aan te passen aan de streek waar zij wonen, om zich hoffelijk te gedragen tegenover hun Vlaamse gastgemeente, want zij worden toch vertegenwoordigd en verdedigd door hun Brusselse politici, die hen aanzetten om zich niet te integreren, om halsstarrig te weigeren Nederlands te spreken of zelfs maar te leren. De francophonie speelt hier handig op in, onder andere met het Vlaamshatende tijdschrift «Carrefour» dat met subsidies van de Franse gemeenschap in Vlaams-Brabant een ondermijnings- en collaboratiepolitiek in de rand uitlokt en coördineert.

Het is overigens interessant om even stil te staan bij de officiële argumentatie die de Belgische overheid hanteert om de huidige kieskring te behouden. Deze argumentatie staat zwart op wit in een memorie van de ministerraad, vervat in

nistres, repris dans un arrêt de la Cour d'arbitrage (arrêt n° 90/94 du 22 décembre 1994, Moniteur belge du 12 janvier 1995, affaire portant le numéro de rôle 651). Dans son mémoire, le Conseil des ministres répond aux griefs que de nombreuses personnalités flamandes ont formulés dans leur requête contre la nouvelle législation électorale. Le Conseil des ministres, suivi en cela par la Cour d'arbitrage, se borne à justifier la situation de la circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde par l'existence des six communes à facilités de la périphérie bruxelloise: «La présence d'une minorité francophone substantielle dans les six communes périphériques, pour lesquelles un statut particulier a été élaboré et qui font partie de l'arrondissement de Hal-Vilvorde, explique le régime spécifique appliqué à cet arrondissement.» (n° A.15.3).

Le plus curieux dans cette justification est que la législation relative aux facilités est tout à fait distincte de la législation électorale et de celle organisant la division du territoire en circonscriptions. Elle ne concerne que la langue dans laquelle les dossiers individuels sont traités. Il est en outre inadmissible qu'une région de 554 110 habitants soit soumise à un régime d'exception en raison de la situation spécifique de six communes comptant au total 67 912 habitants. Les arguments avancés par le gouvernement belge servent évidemment à camoufler la vraie raison du maintien de la circonscription. En effet, il ne s'agit pas seulement des habitants des communes à facilités, mais de ceux de toute la circonscription de Hal-Vilvorde. Il est significatif que l'autorité fédérale refuse de le reconnaître officiellement. Il est temps de mettre les choses au point. Il est temps que la majorité flamande de ce pays affirme d'une seule voix que Hal-Vilvorde ne peut pas être un *no man's land* sur lequel chacun peut faire valoir ses prétentions. Cette région doit être protégée, une fois pour toutes, des visées annexionnistes de Bruxelles.

Il est dès lors nécessaire de trouver une solution qui isole la liste électorale francophone de la périphérie de celle de Bruxelles. Cet objectif pourrait être atteint en procédant à la scission complète de l'arrondissement électoral, mais si celle-ci se produit sans formation de pools et sans une représentation garantie des Flamands de Bruxelles, elle serait préjudiciable aux listes néerlandophones de la capitale.

C'est précisément parce que Bruxelles est une ville bilingue et est en outre notre capitale qu'il convient d'instaurer un mécanisme de protection, et ce, en ne scindant pas les listes néerlandophones. Les mêmes listes néerlandophones pourraient ainsi être présentées à Bruxelles et à Hal-Vilvorde et les voix qui se porteraient sur celles-ci seraient automatiquement additionnées. Cela permettrait en outre d'établir clairement la distinction entre la situation des néerlandophones de Bruxelles et celle des francophones de la périphérie. Ces derniers ne peuvent en effet être considérés comme une «minorité» à protéger, étant donné qu'il s'agit de personnes qui ont choisi de s'établir dans une région néerlandophone unilingue. À Bruxelles, il s'agit par contre d'habitants autochtones, qui forment actuellement une minorité de fait. Les 19 communes de Bruxelles forment une région bilingue homogène, qui, autrefois, était même unilingue néerlandophone.

een arrest van het Arbitragehof (arrest nr. 90/94 van 22 december 1994, Belgisch Staatsblad, 12 januari 1995, zaak met rolnummer 651). In de memorie antwoordt de ministerraad op de bezwaren die tal van Vlaamse vooraanstaanden in hun verzoekschrift tegen de vernieuwde kieswetgeving naar voor brachten. De ministerraad, hierin overigens gevolgd door het Arbitragehof, geeft als enige verschoning voor de specifieke situatie van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde het bestaan van de zes faciliteitengemeenten rond Brussel: «De aanwezigheid van een substantiële Franstalige minderheid in de zes randgemeenten, waarvoor een bijzonder statuut werd uitgewerkt en die deel uitmaken van het arrondissement Halle-Vilvoorde, verklaart de specifieke regeling ten aanzien van dat arrondissement.» (nr A.15.3).

Merkwaardig: de faciliteitenwetgeving staat immers volkomen los van de kieswetgeving en van de indeling in kieskringen. Zij heeft louter betrekking op de taal waarin individuele dossiers behandeld worden. Bovendien gaat het niet op dat omwille van de speciale situatie in zes gemeenten, met in totaal 67 912 inwoners, een gebied met 554 110 inwoners aan een uitzonderingsregime wordt onderworpen. De argumentatie van de Belgische regering dient natuurlijk om de ware bedoeling van het behoud van de kieskring te camoufleren. Het gaat immers niet enkel om de inwoners van de faciliteitengemeenten, maar om die van heel Halle-Vilvoorde. Het is betekenisvol dat de federale overheid zoiets niet officieel wil bevestigen. Hier moet eindelijk duidelijkheid geschapen worden. De Vlaamse meerderheid in dit land moet eindelijk eendrachtig bevestigen dat Halle-Vilvoorde geen schemerzone kan zijn waarop iedereen aanspraak kan maken. Dit gebied moet definitief beveiligd worden tegen de annexatiedrang van Brussel.

Er is bijgevolg een oplossing noodzakelijk die de francophone kieslijsten van de rand afzondert van deze in Brussel. Dit zou mogelijk zijn door een volledige splitsing van het kiesarrondissement, doch wanneer dit gebeurt zonder poolvorming en een gewaarborgde vertegenwoordiging voor de Brusselse Vlamingen, kan dit nadelig uitvallen voor de Nederlandstalige lijsten in de hoofdstad.

Precies omdat Brussel een tweetalige stad is en bovendien onze hoofdstad, dient een beschermingsmechanisme te worden ingevoerd, met name door de Nederlandstalige lijsten niet te splitsen. Op die manier zouden in Brussel en Halle-Vilvoorde dezelfde Nederlandstalige lijsten opkomen en zouden hun stemmen automatisch worden samengeteld. Bovendien zou hierdoor duidelijk het onderscheid gemaakt worden tussen de situatie van de Nederlandstaligen in Brussel en de francofonen in de rand. Laatstgenoemden kan men immers onmogelijk als een te beschermen «minderheid» beschouwen, aangezien het om personen gaat die zich bewust in een eentalig Nederlands gebied zijn komen vestigen. In Brussel gaat het daarentegen om autochtone inwoners die op dit moment een feitelijke minderheid vormen. Brussel-19 is een volstrekt tweetalig gebied, dat vroeger zelfs eentalig Nederlands was.

Aussi convient-il de tout mettre en oeuvre afin d'éviter que cette minorité soit opprimée de quelque manière que ce soit. Il va de soi que les présents amendements établissent une discrimination positive en faveur des bruxellois néerlandophones. Cette discrimination répond cependant parfaitement à la logique que la Cour d'arbitrage a suivie en ce qui concerne le maintien de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (dans laquelle une discrimination a été établie en faveur des francophones de la périphérie):

«Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.» (arrêt n° 90/94, B.5.6.). Le maintien de listes néerlandophones communes à Bruxelles et à Hal-Vilvorde procède «d'un choix dicté par le souci d'un compromis global dans le cadre duquel l'indispensable équilibre a été recherché entre les intérêts des différentes communautés et régions au sein de l'État belge (...)» (même arrêt, B.5.8.).

Alors qu'une discrimination en faveur des francophones de la périphérie ne reposerait sur aucun critère objectif et ne serait pas raisonnablement justifiée (étant donné que le régime des facilités n'a rien à voir avec la nature de la circonscription électorale et qu'il serait en outre absurde de soumettre l'ensemble de l'arrondissement à un régime qui ne concernerait que les communes à facilités), il se justifie parfaitement d'établir une discrimination en faveur des néerlandophones de Bruxelles: dans une région bilingue, il convient en effet de faire en sorte que chaque groupe linguistique soit équitablement représenté. Le système doit être maintenu jusqu'à ce que le groupe des néerlandophones de Bruxelles se soit accru dans des proportions suffisantes et puisse participer de manière autonome aux élections législatives dans une circonscription électorale bruxelloise tout à fait distincte.

2. Solution

La solution que nous proposons répond à ces deux préoccupations. Le présent amendement empêcherait en effet désormais les hommes politiques francophones bruxellois d'aller à la pêche aux voix dans le Brabant flamand tout en permettant aux partis néerlandophones de présenter une liste dans l'ensemble de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, et ce grâce à une scission asymétrique ou horizontale de l'arrondissement électoral. Cela signifie que l'actuelle circonscription électorale est maintenue pour ce qui concerne l'attribution du nombre total de sièges (il y en a actuellement 22), mais qu'elle est divisée en une sous-circonscription électorale francophone de Bruxelles, en une sous-circonscription électorale néerlandophone de Bruxelles-Hal-Vilvorde et en une sous-circonscription de Hal-Vilvorde. À Bruxelles, les listes électorales sont, comme pour l'élection des conseils régionaux, unilingues. De légères modifications sont toutefois apportées aux critères appliqués en la matière (voir *infra*). On verra donc s'affronter, dans les dix-neuf communes, d'une part, les listes unilingues néerlandophones de la sous-circonscription électorale néerlandophone de Bruxelles-Hal-Vilvorde et, d'autre part, les listes francophones de la sous-circonscrip-

Alles moet in het werk worden gesteld opdat vermeden wordt dat de Brusselse Vlamingen op welkdanige wijze dan ook verdrukt zou worden. Vanzelfsprekend houden deze amendementen een positieve discriminatie in ten gunste van de Nederlandstalige Brusselaars. Dit beantwoordt evenwel perfect aan de logica die het Arbitragehof hanteerde inzake het behoud van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (waar een discriminatie werd ingebouwd voor de francofonen uit het randgebied):

«De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.» (arrest nr. 90/94, B.5.6.). Het behoud van gemeenschappelijke Nederlandstalige lijsten voor Brussel en Halle-Vilvoorde is «een keuze die is ingegeven door de zorg voor een algeheel compromis, in het raam waarvan werd beoogd het onontbeerlijke evenwicht te verwezenlijken tussen de belangen van de verschillende gemeenschappen en gewesten (...)» (zelfde arrest, B.5.8.).

Waar een discriminatie ten gunste van de francofonen in de rand niet berust op een objectief criterium en niet redelijk verantwoord is (aangezien het faciliteitenregime niets te maken heeft met de aard van de kieskring en het bovendien absurd is het hele arrondissement met een regeling op te zadelen die enkel iets te maken zou hebben met de faciliteitengemeenten), is een positieve discriminatie ten voordele van de Brusselse Nederlandstaligen perfect verantwoord: in een tweetalig gebied moet ernaar gestreefd worden dat elke taalgroep aan zijn trekken kan blijven komen. Het systeem dient gehandhaafd te worden tot de groep Nederlandstaligen in Brussel voldoende is aangegroeid en zelfstandig kan deelnemen aan de kamerverkiezingen in een volledig aparte Brusselse kieskring.

2. Oplossing

De oplossing die de indieners met deze amendementen willen brengen, sluit aan bij de twee voormelde bekommernissen. Enerzijds wordt onmogelijk gemaakt dat Brusselse francofone politici nog stemmen komen ronselen in Vlaams-Brabant, anderzijds blijft het voor de Nederlandstalige partijen mogelijk een lijst in te dienen in heel Brussel-Halle-Vilvoorde. Dit wordt mogelijk gemaakt door een asymmetrische of horizontale splitsing van het kiesarrondissement. Dit houdt in dat de huidige kieskring blijft bestaan voor wat betreft de toekenning van het totaal aantal zetels (momenteel zijn er dat 22). Daarbinnen wordt een Franstalige subkieskring Brussel afgebakend, een Nederlandstalige subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en daarnaast een subkieskring Halle-Vilvoorde. Er wordt in Brussel — net als bij de gewestraadsverkiezingen — gewerkt met taalgesplitste lijsten. De criteria hiervoor worden evenwel licht gewijzigd (zie verder). In Brussel-19 komen dus enerzijds de eentalig Nederlandse lijsten op van de Nederlandstalige subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en anderzijds de Franstalige van de subkieskring Brussel. In Halle-Vilvoorde kandideren dezelfde Nederlandstalige lijsten en anderzijds de lijsten van de subkieskring Halle-Vilvoorde.

tion électorale de Bruxelles. À Hal-Vilvorde s'affronteront les mêmes listes néerlandophones et les listes de la sous-circonscription de Hal-Vilvorde. Ces dernières ne seront pas nécessairement francophones: il pourra tout aussi bien s'agir de partis qui souhaitent limiter délibérément leur électorat aux habitants de Hal-Vilvorde.

La proposition prévoit que le nombre maximum de candidats pouvant figurer sur une liste doit être égal au nombre de sièges à pourvoir dans la circonscription électorale. Dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, cette règle ne pourrait être respectée qu'en ce qui concerne la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Le nombre maximum de candidats pouvant se présenter dans les autres sous-circonscriptions électorales serait fixé par arrêté royal et serait fonction du nombre d'électeurs inscrits. La somme des deux maxima ne pourrait toutefois excéder le nombre total de sièges à pourvoir dans la circonscription. Si on avait appliqué cette formule en 1999, les listes de la sous-circonscription de Bruxelles et de la sous-circonscription de Hal-Vilvorde auraient comporté respectivement 13 et 9 candidats, les listes pour Bruxelles-Hal-Vilvorde, 22. Lors du recensement, les sièges seraient d'abord répartis respectivement entre, d'une part, la sous-circonscription francophone de Bruxelles et, d'autre part, les deux autres sous-circonscriptions électorales, et seraient ensuite répartis au sein de ces deux ensembles.

Ainsi, les francophones de Hal-Vilvorde conserveraient la possibilité de voter pour une liste francophone à l'élection de la Chambre, ou de se présenter sur une telle liste. Ils auraient également cette faculté lors de l'élection du Sénat, à savoir par le biais d'une liste qui se présenterait dans le collège électoral néerlandophone. Afin d'éviter les abus, il est évidemment essentiel que des listes francophones déposées à Bruxelles ne puissent se présenter comme des listes néerlandophones, ce qui leur permettrait de continuer d'apparaître dans l'ensemble de l'ancienne circonscription électorale. Les auteurs de la présente proposition suggèrent dès lors d'appliquer pour l'élection de la Chambre les conditions de présentation qui sont déjà en vigueur pour l'élection du conseil régional bruxellois, en les adaptant évidemment lorsque c'est nécessaire. D'une part, les candidats qui se présenteront sur une liste néerlandophone et ceux qui se présenteront sur une liste francophone devront disposer d'une carte d'identité établie dans la langue correspondant à celle de la liste sur laquelle ils figureront (comme c'est actuellement le cas). D'autre part, les mandataires en place et les personnes qui auront exercé un mandat pour un parti francophone ou un cartel de partis francophones peu de temps avant une élection (c'est-à-dire dans les cinq années précédant cette élection) devront se voir interdire de présenter leur candidature dans la sous-circonscription néerlandophone.

3. Fouron et Comines

Enfin, la présente proposition met également fin au régime d'exception en vigueur à Fouron et à Comines-Warneton, qui permet aux électeurs de ces communes d'aller voter respectivement à Aubel et à Heuvelland. Il est évident que ce régime n'est, lui non plus, nullement conforme au principe de territorialité. Il a toutefois été instauré pour contenter les Fouronnais

Laatstgenoemde lijsten zijn niet noodzakelijk Franstalig: het kan evengoed gaan om partijen die hun electoraat vrijwillig wensen te beperken tot de inwoners van Halle-Vilvoorde.

Als regel geldt dat het maximumaantal kandidaten dat mag voorkomen op één lijst gelijk is aan het aantal te begeben zetels in de kieskring. In de kieskring Brussel- Halle-Vilvoorde gaat dit enkel op voor de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. De bepaling van het maximumaantal kandidaten in de andere subkieskringen gebeurt bij koninklijk besluit en is afhankelijk van het aantal ingeschreven kiezers. De som van beide maxima mag echter het totaal aantal te begeben zetels voor de kieskring niet overschrijden. In 1999 zouden op die manier de lijsten voor de subkieskring Brussel en voor de subkieskring Halle- Vilvoorde respectievelijk 13 en 9 kandidaten geteld hebben, de lijsten voor Brussel-Halle-Vilvoorde 22. Bij de telling worden de zetels eerst verdeeld over respectievelijk de Franstalige subkieskring Brussel enerzijds en de twee overige subkieskringen anderzijds. Nadien volgt de verdeling binnen deze beide gehelen.

Op die manier behouden de Franstaligen in Halle-Vilvoorde de mogelijkheid om te stemmen of te kandideren voor een Franstalige lijst bij de kamerverkiezingen. Voor de senaatsverkiezingen kunnen zij dit ook, met name via een lijst die opkomt binnen het Nederlandstalig kiescollege. Om misbruik van dit systeem te voorkomen, is het natuurlijk cruciaal dat Franstalige Brusselse lijsten er niet in slagen zich als Nederlandstalig voor te doen, waardoor zij zouden kunnen blijven opkomen in de oude kieskring. De indieners stellen dan ook voor de criteria die nu van toepassing zijn voor de Brusselse gewestraadsverkiezingen — weliswaar deels gewijzigd — ook te hanteren voor de kamerverkiezingen. Enerzijds dienen de kandidaten voor een Nederlandstalige respectievelijk Franstalige lijst te beschikken over de hiermee corresponderende identiteitskaart (zoals momenteel van toepassing). Anderzijds dient het aan verkozen mandatarissen en aan personen die recentelijk (dit wil zeggen nog tijdens de jongste 5 jaar voorafgaand aan een verkiezing) een mandaat bekleed hebben voor een Franstalige partij of een groepering van Franstalige partijen, verboden te worden kandidaat te zijn voor de Nederlandstalige subkieskring.

3. Voeren en Komen

Tot slot maken deze amendementen ook een eind aan de uitzonderingstoestand in Voeren en Komen-Waasten, waarbij kiezers kunnen gaan stemmen in respectievelijk Aubel en Heuvelland. Het spreekt vanzelf dat ook deze regeling geenszins strookt met het territorialiteitsprincipe. Ze werd evenwel uitgewerkt om de Luiksgezinden in Voeren terwille te zijn. Men

attachés à la province de Liège. On a fait avaler cette concession aux Flamands en échange de la réciprocité au bénéfice des néerlandophones de Comines-Warneton. Ceux-ci ne font toutefois pratiquement pas usage de cette possibilité qui leur est donnée de voter à Heuvelland. L'expérience montre en revanche que ce système entraîne une violation manifeste du secret du vote. On sait en effet sans le moindre doute que les électeurs fouronnais qui ne prennent pas un certain bus ne votent pas pour certaines listes et pour certains candidats.

Il nous a paru souhaitable de définir expressément dans la loi la nouvelle situation du Brabant flamand et de Bruxelles, prévue par les présents amendements, étant donné le caractère spécial de la nouvelle division, qui diffère fortement de la division ordinaire en vigueur dans les autres provinces. La création de «sous-circonscriptions électorales» était nécessaire pour résoudre le problème de la division asymétrique de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. On remarque également que deux sous-circonscriptions électorales, dont l'une est clairement destinée aux listes exclusivement néerlandophones (la sous-circonscription de Bruxelles-Halle-Vilvorde) et l'autre, aux listes exclusivement francophones (la sous-circonscription électorale de Bruxelles) se chevauchent dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

N° 2 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 2ter (nouveau)

Insérer un article 2ter, libellé comme suit:

«Art. 2ter. — L'article 87bis du même Code, inséré par la loi du 16 juillet 1993, est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 87bis. — L'élection des sénateurs élus directement se fait sur la base des deux circonscriptions électorales suivantes:

1° la circonscription électorale néerlandaise, qui comprend les arrondissements administratifs appartenant à la Région flamande et l'arrondissement administratif de Bruxelles-capitale;

2° la circonscription électorale française, qui comprend les arrondissements administratifs appartenant à la Région wallonne et l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Il y a deux collèges électoraux, l'un français, l'autre néerlandais. Les personnes inscrites sur la liste des électeurs d'une commune de la circonscription électorale française appartiennent au collège électoral français et celles inscrites sur la liste des électeurs d'une commune de la circonscription électorale néerlandaise appartiennent au collège électoral néerlandais. Les personnes inscrites sur la liste des électeurs d'une

heeft dit aan de Vlamingen verkocht door er een valse wederkerigheid in te bouwen en er ook Komen-Waasten bij te betrekken. Daar wordt echter van de regeling nauwelijks gebruik gemaakt. De praktijk heeft ondertussen uitgewezen dat deze regeling gepaard gaat met een manifeste schending van het kiesgeheim. Van mensen die een bepaalde bus niet nemen is immers bekend dat zij zeker niet voor bepaalde lijsten en kandidaten gestemd hebben.

Het leek ons aangewezen de nieuwe situatie in Vlaams-Brabant en Brussel, waarin deze amendementen voorzien, uitdrukkelijk in de wet te omschrijven, omwille van het speciale karakter van de nieuwe indeling, die grondig verschilt van de gewone indeling in de andere provincies. Hierbij wordt meteen het begrip «subkieskring» geïntroduceerd. Dit was nodig om het complexe probleem van de asymmetrische splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde op te lossen. Men merke ook op dat twee subkieskringen, waarvan de een duidelijk is bedoeld voor zuiver Nederlandstalige lijsten (de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde) en de ander voor zuiver Franstalige lijsten (de subkieskring Brussel), elkaar in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad overlappen.

Nr. 2 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 2ter (nieuw)

Een artikel 2ter invoegen, luidend als volgt:

«Art. 2ter. — Artikel 87bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 16 juli 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 87bis. — De verkiezing van de rechtstreeks verkozen senatoren gebeurt op basis van de twee volgende kieskringen:

1° de Nederlandse kieskring, die de administratieve arrondissementen die tot het Vlaams Gewest behoren en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad omvat;

2° de Franse kieskring die de administratieve arrondissementen die tot het Waals Gewest behoren en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad omvat. Er zijn twee kiescolleges, een Nederlands en een Frans. De personen die ingeschreven zijn op de kiezerslijst van een gemeente van de Nederlandse kieskring behoren tot het Nederlandse kiescollege en zij die ingeschreven zijn op de kiezerslijst van een gemeente van de Franse kieskring behoren tot het Franse kiescollege. De personen die ingeschreven zijn op de kiezerslijst van een gemeente gelegen in het administratief arrondissement

commune située dans l'arrondissement électoral de Bruxelles-Capitale appartiennent à l'un de ces deux collèges électoraux.»».

JUSTIFICATION

Pour l'élection du Sénat, le nombre de circonscriptions électorales est ramené à deux, une néerlandaise et une française. Ici aussi, l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est le seul terrain commun. C'est pourquoi nous ne parlons d'ailleurs plus de circonscription électorale «flamande» ou «wallonne»: les habitants de Bruxelles-Capitale sont en effet soit de culture néerlandaise soit de culture française. Dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde, il ne sera plus possible de voter pour des listes appartenant au collège électoral français. Les francophones pourront toutefois présenter une liste pour le collège électoral néerlandais.

Dans cet article, le dernier alinéa, relatif à la situation exceptionnelle prévue pour Fourons et Comines-Warneton, est également abrogé.

N° 3 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 2^{quater} (nouveau)

Insérer un article 2^{quater}, libellé comme suit:

«Art. 2^{quater}. — L'article 94bis, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, est remplacé par la disposition suivante:

«§ 2. Un bureau principal de province, établi au chef-lieu de la province, assure le recensement général des votes pour l'élection des membres du Sénat. Le bureau principal de la province du Brabant flamand assure cette fonction pour les arrondissements administratifs de Louvain et de Hal-Vilvorde. Le bureau principal de la province du Brabant wallon assure cette fonction pour l'arrondissement administratif de Nivelles. Le bureau principal de la circonscription électorale pour l'élection des membres de la Chambre des représentants, lequel siège au chef-lieu de la province, assure la fonction de bureau principal de province. Pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, la fonction de bureau principal de province est assurée par le bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde pour l'élection des membres de la Chambre des représentants.»».

JUSTIFICATION

Cet article règle la composition du bureau principal pour l'élection du Sénat. C'est dorénavant le bureau principal de province de la province du Brabant flamand qui procédera

Brussel-Hoofdstad, behoren tot een van deze twee kiescolleges.»».

VERANTWOORDING

Voor de verkiezing van de Senaat wordt het aantal kieskringen herleid tot twee, een Nederlandse en een Franse. Ook hier vormt enkel Brussel-Hoofdstad het gemeenschappelijk terrein. We spreken daarom trouwens niet langer van «Vlaamse» of «Waalse» kieskring: de inwoners van Brussel-Hoofdstad behoren immers tot ofwel de Nederlandse, ofwel de Franse cultuur. In het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde zal het dan niet meer mogelijk zijn om op lijsten voor het Franse kiescollege te stemmen, wat niet belet dat Franstaligen een lijst indienen voor het Nederlands kiescollege.

In dit artikel wordt ook het laatste lid, dat betrekking heeft op de uitzonderingstoestand voor Voeren en Komen-Waasten, weggelaten.

Nr. 3 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 2^{quater} (nieuw)

Een artikel 2^{quater} invoegen, luidend als volgt:

«Art. 2^{quater}. — Artikel 94bis, § 2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«§ 2. Een provinciehoofdbureau, gevestigd in de hoofdplaats van de provincie, staat in voor de algemene telling van de stemmen voor de verkiezing van de leden van de Senaat. Het provinciehoofdbureau van de provincie Vlaams-Brabant verricht deze opdracht voor de administratieve arrondissementen Leuven en Halle-Vilvoorde. Het provinciehoofdbureau van de provincie Waals-Brabant verricht deze opdracht voor het administratief arrondissement Nijvel. Het hoofdbureau van de kieskring voor de verkiezing van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers dat in de hoofdplaats van de provincie zitting houdt, fungeert als provinciehoofdbureau. Voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt de taak van het provinciehoofdbureau waargenomen door het hoofdbureau van de kiesring Brussel-Halle-Vilvoorde voor de verkiezing van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers.»».

VERANTWOORDING

Dit artikel regelt de samenstelling van het hoofdbureau voor de verkiezing van de Senaat. Voortaan staat het provinciehoofdbureau van Vlaams-Brabant ook in voor de algemene

également au recensement général des voix émises dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde. Il n'y a que pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale que le recensement général continuera d'être assuré par un bureau principal distinct, coïncidant avec le bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde constitué pour la Chambre. Ce bureau sera présidé par le président (bilingue) du tribunal de première instance de Bruxelles.

N° 4 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 5bis (nouveau)

Insérer un article 5bis, libellé comme suit:

«Art. 5bis. — L'article 115, alinéa 2, 2°, du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, remplacé par la loi du 13 décembre 2002, (l'article 4 de cette loi est annulé par l'arrêt 73/2003 de la Cour d'arbitrage du 26 mai 2003), est remplacé par le texte suivant:

«2° au président du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, pour les groupements concernant la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et la circonscription électorale de Louvain.».

JUSTIFICATION

En principe, le groupement n'est possible qu'au sein d'une seule et même province. Dans ces conditions, il est logique que le groupement entre la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (située essentiellement dans le Brabant flamand) et la circonscription électorale de Louvain soit toujours possible, mais que le groupement entre la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et la circonscription électorale de Nivelles en Brabant wallon ne soit plus admis. En outre, entre les circonscriptions électorales de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Louvain, le groupement n'est possible que pour les listes inscrites dans la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (c'est-à-dire les listes exclusivement néerlandophones).

N° 5 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 7bis (nouveau)

Insérer un article 7bis, libellé comme suit:

«Art. 7bis. — À l'article 116 du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, modifié par les lois des 11 avril 1994, 10 avril 1995, 19 novembre 1998, 18 décembre 1998, 27 décembre 2000, 13 décembre 2002 (l'article 5 de cette loi est annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage 73/2003 du 26 mai 2003), 19 février 2003 et

telling van de stemmen uit het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde. Enkel voor Brussel-Hoofdstad wordt ook nu nog een apart hoofdbureau ingericht, dat samenvalt met het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde voor de Kamer. De voorzitter daarvan is de (tweetalige) voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel.

Nr. 4 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 5bis (nieuw)

Een artikel 5bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 5bis. — Artikel 115, tweede lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, vervangen bij de wet van 13 december 2002, (artikel 4 van deze wet wordt vernietigd bij het arrest van het Arbitragehof 73/2003 van 26 mei 2003) wordt vervangen als volgt:

«2° aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, voor de verbindingen betreffende de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en de kieskring Leuven.».

VERANTWOORDING

Lijstenverbinding is in principe enkel mogelijk binnen één provincie. Vandaar dat het logisch is dat lijstenverbinding tussen de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (voor het grootste deel gelegen in Vlaams-Brabant) enerzijds en de kieskring Leuven mogelijk blijft, maar dat lijstenverbinding tussen de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en de kieskring Nijvel in Waals-Brabant niet meer is toegelaten. Bovendien is het zo dat lijstenverbinding tussen de kieskringen Brussel-Halle-Vilvoorde en Leuven enkel mogelijk is voor lijsten, ingedeeld bij de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (dus de zuiver Nederlandstalige lijsten).

Nr. 5 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 7bis (nieuw)

Een artikel 7bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 7bis. — In artikel 116 van hetzelfde Wetboek vervangen bij de wet van 16 juli 1993, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1994, 10 april 1995, 19 november 1998, 18 december 1998, 27 december 2000, 13 december 2002, (artikel 5 van die wet wordt vernietigd door het arrest van het Arbitragehof 73/2003 van 26 mei 2003)

2 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes:

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

«§ 2. Pour l'élection du Sénat, la présentation doit être signée soit par cinq mille électeurs au moins, inscrits sur la liste des électeurs d'une commune de la circonscription électorale française en ce qui concerne les présentations déposées au bureau principal du collège électoral français, soit par cinq mille électeurs au moins inscrits sur la liste des électeurs d'une commune de la circonscription électorale néerlandaise en ce qui concerne les présentations déposées au bureau principal du collège électoral néerlandais, soit par au moins deux sénateurs sortants appartenant au groupe linguistique qui correspond à la langue mentionnée dans la déclaration linguistique des candidats.»;

2° au § 4, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4:

«Dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, l'acte de présentation pour l'élection de la Chambre des représentants mentionne, s'il échet, le souhait d'être enregistré dans la sous-circonscription électorale de Hal-Vilvorde.»;

3° au § 4, alinéa 5, la dernière phrase est supprimée;

4° le § 4 est complété par l'alinéa suivant:

«Une liste ne peut être enregistrée dans la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde pour l'élection de la Chambre des représentants que si tous les candidats qui la composent possèdent une carte d'identité établie en néerlandais. Une liste ne peut être enregistrée dans la sous-circonscription électorale de Bruxelles que si tous les candidats qui la composent possèdent une carte d'identité établie en français. Les candidats doivent confirmer la langue dans laquelle leur carte d'identité est établie dans l'acte d'acceptation.»»

JUSTIFICATION

Cet article vise à adapter le texte de l'article 116 à la situation nouvelle qui découle de la modification de l'article 87bis. Il permet en outre que l'acte de présentation fasse mention de la volonté que la liste soit considérée comme relevant de la sous-circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Il prévoit enfin une première mesure visant à empêcher que des listes francophones ou bilingues puissent relever de la sous-circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde, laquelle doit être réservée aux listes purement néerlandophones.

19 februari 2003 en 2 april 2003 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

«§ 2. Voor de verkiezing van de Senaat, moet de voordracht ondertekend worden, hetzij door ten minste vijfduizend kiezers die zijn ingeschreven in de kiezerslijst van een gemeente van de Nederlandse kieskring voor wat betreft de voordrachten neergelegd bij het collegehoofdbureau van het Nederlandse kiescollege, hetzij door ten minste vijfduizend kiezers die zijn ingeschreven in de kiezerslijst van een gemeente van de Franse kieskring voor wat betreft de voordrachten neergelegd bij het collegehoofdbureau van het Frans kiescollege, hetzij door ten minste twee aftredende senatoren behorend tot de taalgroep die overeenstemt met de taal die is vermeld in de taalverklaring van de kandidaten.»;

2° in paragraaf 4, wordt tussen het derde en vierde lid het volgende lid ingevoegd:

«In de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde vermeldt de voordrachtsakte, voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, eventueel de wens om bij de subkieskring Halle-Vilvoorde te worden ingedeeld.»;

3° in paragraaf 4, vijfde lid, wordt de laatste zin opgeheven;

4° paragraaf 4 wordt aangevuld met het volgende lid:

«Opdat, voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een lijst zou worden ingedeeld bij de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, moeten alle kandidaten van die lijst beschikken over een in het Nederlands uitgereikte identiteitskaart. Opdat een lijst zou worden ingedeeld bij de subkieskring Brussel, moeten alle kandidaten van die lijst beschikken over een in het Frans uitgereikte identiteitskaart. De kandidaten moeten de taal van hun identiteitskaart bevestigen in de akte van bewilliging.»».

VERANTWOORDING

Dit artikel beoogt ten eerste de aanpassing van de tekst van artikel 116 aan de door het gewijzigde artikel 87 bis nieuw geschapen toestand. Daarnaast wordt voorzien in de mogelijkheid dat in de voordrachtsakte de wens wordt uitgedrukt om in de subkieskring Halle-Vilvoorde te worden ingedeeld. Tenslotte wordt reeds een eerste maatregel ingevoerd om te beletten dat Franstalige of tweetalige lijsten kunnen worden ingedeeld bij de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, die voorbehouden dient te blijven voor de zuiver Nederlandstalige lijsten.

N° 6 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 7ter (nouveau)

Ajouter un article 7ter, libellé comme suit:

«Art. 7ter. — Un article 116bis, libellé comme suit, est inséré dans le même Code:

«Art. 116bis. — Une liste ne peut être enregistrée dans la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde pour l'élection de la Chambre des représentants que si aucun des candidats qui la composent n'a exercé, au cours des cinq années précédant la date des élections, de mandat au Conseil de la communauté française ou au Conseil régional wallon ou de mandat découlant de son élection sur une liste déposée pour le collège électoral français lors des élections du Sénat ou du Parlement européen. Aucun des candidats ne peut avoir appartenu, au cours de la période précitée, au groupe linguistique français du Conseil de la région de Bruxelles-capitale ou de la Chambre des représentants ni avoir exercé, au cours de la période précitée, de mandat communal ou provincial découlant de son élection sur une liste ayant même le sigle qu'une liste déposée pour le collège électoral français lors des élections du Sénat. Une liste ne peut être enregistrée dans la sous-circonscription électorale de Bruxelles que si aucun des candidats qui la composent n'a exercé, au cours des cinq années précédant la date des élections, de mandat au Parlement flamand ou de mandat découlant de son élection sur une liste déposée pour le collège électoral néerlandais lors des élections du Sénat ou du Parlement européen. Aucun des candidats ne peut avoir appartenu, au cours de la période précitée, au groupe linguistique néerlandais du Conseil de la région de Bruxelles-capitale ou de la Chambre des représentants ni avoir exercé, au cours de la période précitée, de mandat communal ou provincial découlant de son élection sur une liste ayant même le sigle qu'une liste déposée pour le collège électoral néerlandais lors des élections du Sénat.».

JUSTIFICATION

Il est nécessaire d'insérer un nouvel article 116bis afin de réserver expressément la sous-circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde aux listes purement néerlandophones. L'examen de la langue dans laquelle la carte d'identité d'un candidat est établie constitue assurément un critère de distinction important, mais il est en soi insuffisant, dans la mesure où le choix de cette langue peut être modifié sur simple demande. C'est la raison pour laquelle cet article interdit aux mandataires francophones de se présenter sur une liste relevant de la sous-circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde dans les cinq ans qui

Nr. 6 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 7ter (nieuw)

Een artikel 7ter invoegen, luidend als volgt:

«Art. 7ter. — In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 116bis ingevoegd, luidend als volgt:

«Art. 116bis. — Opdat, voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een lijst zou worden ingedeeld bij de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, mag geen van de kandidaten op die lijst in de vijf jaar voorafgaand aan de verkiezingsdatum een mandaat hebben bekleed in de Franse Gemeenschapsraad of de Waalse Gewestraad, of een mandaat dat het gevolg was van zijn verkiezing op een lijst, ingediend voor het Franse kiescollege bij verkiezingen voor de Senaat of het Europees parlement. Geen van de kandidaten mag in voornoemde periode behoord hebben tot de Franse taalgroep in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of in de Kamer van volksvertegenwoordigers, noch mag een van de kandidaten in voornoemde periode een gemeentelijk of provinciaal mandaat hebben bekleed, dat het gevolg was van zijn verkiezing op een lijst met hetzelfde letterwoord als een lijst, ingediend voor het Franse kiescollege bij de verkiezingen voor de Senaat. Opdat een lijst zou worden ingedeeld bij de subkieskring Brussel, mag geen van de kandidaten op die lijst in de vijf jaar voorafgaand aan de verkiezingsdatum een mandaat hebben bekleed in het Vlaams parlement, of een mandaat dat het gevolg was van zijn verkiezing op een lijst, ingediend voor het Nederlands kiescollege bij verkiezingen voor de Senaat of het Europees parlement. Geen van de kandidaten mag in voornoemde periode behoord hebben tot de Nederlandse taalgroep in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of in de Kamer van volksvertegenwoordigers, noch mag een van de kandidaten in voornoemde periode een gemeentelijk of provinciaal mandaat hebben bekleed, dat het gevolg was van zijn verkiezing op een lijst met hetzelfde letterwoord als een lijst, ingediend voor het Nederlandse kiescollege bij de verkiezingen voor de Senaat.».

VERANTWOORDING

De invoeging van een nieuw artikel 116bis dient om de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde uitdrukkelijk voor te behouden voor zuiver Nederlandstalige lijsten. De controle van de taal waarin de identiteitskaart van de kandidaten is gesteld, is weliswaar een belangrijk onderscheidingscriterium, maar op zich niet voldoende, aangezien die taal op eenvoudige aanvraag kan gewijzigd worden. Vandaar de invoering van een verbod voor Franstalige mandatarissen om binnen de vijf jaar na het beëindigen van hun mandaat op te komen op een lijst, ingedeeld bij de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. Dit cri-

suivent l'expiration de leur mandat. Ce critère rendra pratiquement impossible le dépôt d'importantes listes prétendument flamandes, dans la mesure où les champions des voix de préférence francophones, qui sont presque toujours des mandataires élus, ne pourront plus présenter leur candidature sur de telles listes.

N° 7 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 9bis (nouveau)

Insérer un article 9bis, libellé comme suit:

«Art. 9bis. — Un article 118ter, libellé comme suit, est inséré dans le même Code:

«Art. 118ter. — §1er. Le nombre maximum de candidats pouvant figurer sur une même liste est égal, dans la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, au nombre de sièges à pourvoir dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Le Roi fixe le nombre maximum de candidats pour les autres sous-circonscriptions en se basant sur le nombre d'électeurs inscrits et en veillant à ce que la somme des nombres maximums des deux sous-circonscriptions n'excède pas le nombre de sièges à pourvoir dans la circonscription électorale.

§ 2. Le président du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde répartit les listes de candidats présentées entre les sous-circonscriptions électorales de Bruxelles, Hal-Vilvorde et Bruxelles-Hal-Vilvorde, en se conformant aux dispositions des articles 116, § 4, alinéa 4 et dernier alinéa, et 116bis. Seules les listes dont tous les candidats satisfont aux conditions prévues par les articles précités sont enregistrées dans la sous-circonscription électorale de Bruxelles ou dans la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Le bureau principal de la sous-circonscription écarte, pour ce qui concerne la sous-circonscription électorale de Bruxelles, les listes qui ne satisfont pas aux conditions prévues. Sont enregistrées dans la sous-circonscription électorale de Hal-Vilvorde, les listes dont un candidat au moins ne satisfait pas aux conditions prévues par les articles précités pour l'enregistrement dans la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, ou les listes dont l'acte de présentation mentionne explicitement le souhait d'enregistrement dans la sous-circonscription électorale de Hal-Vilvorde.».

JUSTIFICATION

Le nouvel article 118ter règle la question du nombre de candidats autorisés à se présenter sur les listes déposées

terium zal het quasi onmogelijk maken om belangrijke «nep-Vlaamse» lijsten in te dienen, aangezien bekende Franstalige stemmentrekkers, en dat zijn bijna altijd verkozen mandatarissen, daarvoor geen kandidaat kunnen zijn.

Nr. 7 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 9bis (nieuw)

Een artikel 9bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 9bis. — In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 118ter ingevoegd dat luidt als volgt:

«Art. 118ter. — § 1. Het maximumaantal kandidaten dat mag voorkomen op eenzelfde lijst is in de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde gelijk aan het aantal te begeben zetels in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. De Koning bepaalt het maximumaantal kandidaten voor de andere subkieskringen, op basis van het aantal ingeschreven kiezers en er voor zorgend dat de som van de maximumaantallen van beide subkieskringen niet groter is dan het aantal te begeben zetels in de kieskring.

§ 2. De voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde verdeelt de ingediende kandidatenlijsten over de subkieskringen Brussel, Halle-Vilvoorde en Brussel-Halle-Vilvoorde, met inachtneming van de bepalingen van artikel 116, paragraaf 4, vierde en laatste lid, en artikel 116bis. Bij de subkieskring Brussel, respectievelijk bij de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, worden enkel die lijsten ingedeeld, waarvan alle kandidaten aan de voorwaarden, gesteld in de voornoemde artikelen voldoen. Het hoofdbureau van de kieskring wijst, voor wat betreft de subkieskring Brussel, de lijsten af, die niet aan de gestelde voorwaarden voldoen. Bij de subkieskring Halle-Vilvoorde worden die lijsten ingedeeld, waarvan ten minste één kandidaat niet voldoet aan de voorwaarden om te worden ingedeeld in de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, als gesteld in de voornoemde artikelen, of die lijsten waarvan uitdrukkelijk in de voordrachtsakte melding is gemaakt van de wens om enkel bij de subkieskring Halle-Vilvoorde te worden ingedeeld.».

VERANTWOORDING

Een nieuw artikel 118ter regelt het aantal kandidaten dat mag voorkomen op de in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde

dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde ainsi que la répartition de ces listes entre les sous-circonscriptions électorales. Cette mission est confiée au président du bureau principal sur la base des critères définis aux articles 116 et 116bis ou sur la base de la volonté expresse, figurant dans l'acte de présentation, d'être enregistré dans la sous-circonscription électorale de Hal-Vilvorde.

N° 8 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 17

Apporter les modifications suivantes:

1/ Insérer un point 3bis, libellé comme suit:

«3bis. Le § 2, dernier alinéa, est remplacé par ce qui suit:

«Ce dernier fait mentionner sur les bulletins de vote destinés aux cantons électoraux situés dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale les listes de candidats présentées tant dans le bureau principal du collège électoral français que dans le bureau principal du collège électoral néerlandais. À cet effet, le bulletin de vote est formulé conformément aux modèles II d), II e), II f) ou II g) annexés au présent Code.»;

2/ insérer un point 4bis, libellé comme suit:

«4bis. Au § 3, alinéa 2, la dernière phrase est remplacée par ce qui suit:

«Dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, où la sous-circonscription électorale de Bruxelles et les cantons électoraux de la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde coïncident, les bulletins de vote sont formulés conformément au modèle II g), de telle sorte que les listes de la sous-circonscription électorale de Bruxelles figurent dans la partie supérieure du bulletin et celles de la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, dans la partie inférieure.».

JUSTIFICATION

L'article 128 règle les modalités du tirage au sort, de l'attribution des numéros d'ordre aux listes et de la présentation des bulletins de vote. Dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, tant pour l'élection de la Chambre des représentants que pour celle du Sénat, ne pourront être utilisés que des bulletins de vote du modèle II, g), sur lequel les listes néerlandaises figurent en haut et les listes françaises en bas.

ingediende lijsten en de verdeling van die lijsten over de subkieskringen. Dat gebeurt door de voorzitter van het hoofdbureau, op basis van de criteria, vastgesteld in de artikelen 116 en 116 bis, of op basis van de uitdrukkelijke wens om bij de subkieskring Halle-Vilvoorde te worden ingedeeld, gemeld in de Voordrachtsakte.

Nr. 8 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 17

De volgende wijzigingen aanbrengen aan dit artikel:

1/ een punt 3bis invoegen, luidend als volgt:

«3bis. Paragraaf 2, laatste lid, wordt vervangen door wat volgt:

«Deze laatste doet op de stembiljetten die voor de kieskantons, gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, bestemd zijn, de kandidatenlijsten vermelden die zowel in het hoofdbureau van het Nederlandse kiescollege als in dat van het Franse kiescollege zijn voorgedragen. Daartoe wordt het stembiljet overeenkomstig de bij dit Wetboek gevoegde modellen II d), II e), II f), of II g) opgemaakt.»;

2/ een punt 4bis invoegen, luidend als volgt:

«4bis. In paragraaf 3, tweede lid, wordt de laatste zin als volgt vervangen:

«In het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, waar de subkieskring Brussel en de kieskantons van de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde samenvallen, worden de stembiljetten opgemaakt volgens model II g), zodat bovenaan de lijsten worden afgedrukt van de subkieskring Brussel en onderaan deze van de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.».

VERANTWOORDING

Artikel 128 regelt de loting, de toekenning van lijstnummers en de opmaak van de stembiljetten. Zowel voor de verkiezing van de Kamer, als voor die van de Senaat zullen, in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, slechts stembiljetten van het model II, g), met bovenaan de Nederlandse en onderaan de Franse lijsten, gebruikt worden.

N° 9 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 19bis (nouveau)

Insérer un article 19bis, libellé comme suit:

«Art. 19bis.— *L'article 132, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993 et la loi du 13 décembre 2002 (l'article 6 de cette loi a été annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage 73/2003 du 26 mai 2003), est remplacé par l'alinéa suivant:*

«*Ces déclarations peuvent aussi porter sur le groupement de listes dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et la circonscription électorale de Louvain, mais uniquement pour ce qui concerne les listes relevant de la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.*».

JUSTIFICATION

Il ne peut en principe y avoir groupement de listes qu'au sein d'une même province. Il est dès lors logique que de tels groupements restent autorisés entre des listes présentées dans la circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde (située principalement en Brabant flamand) et dans la circonscription de Louvain, mais qu'ils soient dorénavant interdits entre des listes présentées dans la circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde et dans la circonscription de Nivelles, en Brabant wallon. Les groupements de listes ne seront en outre autorisés entre des listes présentées dans la circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde et dans la circonscription de Louvain que pour les listes relevant de la sous-circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde (c'est-à-dire les listes purement néerlandophones).

N° 10 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 20bis (nouveau)

Ajouter un article 20bis, libellé comme suit:

«Art. 20bis.— *À l'article 156 du même Code, modifié par les lois des 16 janvier 1980, 16 juillet 1993 (cette loi a été partiellement annulée par l'arrêt n°90/94 du 22 décembre 1994 de la Cour d'arbitrage), 5 avril 1995 et 27 décembre 2000, sont apportées les modifications suivantes:*

1° *le § 2 est remplacé par ce qui suit:*

«§ 2. *Pour l'élection des sénateurs élus directement, chaque bureau de dépouillement situé dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale classe les bulletins contenant des votes en deux catégories:*

Nr. 9 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 19bis (nieuw)

Een artikel 19bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 19bis. — *Artikel 132, tweede lid, van hetzelfde Wetboek vervangen bij de wet van 16 juli 1993 en de wet van 13 december 2002, (artikel 6 van die wet wordt vernietigd bij het arrest van het Arbitragehof 73/2003 van 26 mei 2003) wordt vervangen door het volgende lid:*

«*Deze verklaringen mogen ook betrekking hebben op verbinding van lijsten in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en de kieskring Leuven, maar dan enkel voor lijsten ingedeeld bij de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.*».

VERANTWOORDING

Lijstenverbinding is in principe enkel mogelijk binnen één provincie. Vandaar dat het logisch is dat lijstenverbinding tussen de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (voor het grootste deel gelegen in Vlaams-Brabant) enerzijds en de kieskring Leuven mogelijk blijft, maar dat lijstenverbinding tussen de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en de kieskring Nijvel in Waals-Brabant niet meer is toegelaten. Bovendien is het zo dat lijstenverbinding tussen de kieskringen Brussel-Halle-Vilvoorde en Leuven enkel mogelijk is voor lijsten, ingedeeld bij de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (dus de zuiver Nederlandstalige lijsten).

Nr. 10 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 20bis (nieuw)

Een artikel 20bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 20bis. — *In artikel 156 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wetten van 16 januari 1980, 16 juli 1993 (deze wet wordt gedeeltelijk vernietigd door het arrest van 90/94 van het Arbitragehof van 22 december 1994), 5 april 1995 en 27 december 2000 worden de volgende wijzigingen aangebracht:*

1° *paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:*

«§ 2. *Voor de verkiezing van de rechtsreeks verkozen senatoren rangschikt elk stemopnemingsbureau, gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, de stembiljetten in twee categorieën:*

1° les bulletins qui expriment un suffrage pour une liste de candidats déposée au bureau principal de collège français;

2° les bulletins qui expriment un suffrage pour une liste de candidats déposée au bureau principal de collège néerlandais. Dans les bureaux de dépouillement situés dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le tableau-modèle visé à l'article 161, alinéa 2, est dressé en double: un exemplaire établi en français mentionne les résultats du dépouillement destinés au collège électoral français et le second exemplaire établi en néerlandais mentionne les résultats du dépouillement destinés au collège électoral néerlandais. Les bureaux principaux de canton, situés dans l'arrondissement administratif précité, dressent semblablement en deux exemplaires le tableau récapitulatif visé à l'article 161, alinéa 9.»;

2° il est ajouté un § 3, libellé comme suit:

«§ 3. Pour l'élection de la Chambre des représentants, chaque bureau de dépouillement situé dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale classe les bulletins exprimant un suffrage en deux catégories:

1° les bulletins qui expriment un suffrage pour une liste de candidats relevant de la sous-circonscription électorale de Bruxelles;

2° les bulletins qui expriment un suffrage pour une liste de candidats relevant de la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Dans les bureaux de dépouillement situés dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le tableau-modèle visé à l'article 161, alinéa 2, est dressé en double: un exemplaire établi en français mentionne les résultats du dépouillement pour la sous-circonscription électorale de Bruxelles et le second exemplaire établi en néerlandais mentionne les résultats du dépouillement pour la sous-circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Les bureaux principaux de canton, situés dans l'arrondissement administratif précité, dressent semblablement en deux exemplaires le tableau récapitulatif visé à l'article 161, alinéa 9.».

JUSTIFICATION

Cet article vise à faciliter le plus possible, lors du dépouillement, la séparation des suffrages exprimés en faveur de listes des différents collèges électoraux (Sénat) ou des différentes sous-circonscriptions électorales (Chambre) à Bruxelles-Capitale.

1° de stembiljetten waarop een stem uitgebracht is voor een kandidatenlijst die ingediend is bij het Nederlands collegehoofdbureau;

2° de stembiljetten waarop een stem is uitgebracht voor een kandidatenlijst die ingediend is bij het Franse collegehoofdbureau. In de stemopnemingsbureaus, gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, wordt de modeltabel, vermeld in artikel 161, tweede lid, in tweevoud opgemaakt: een exemplaar in het Nederlands bevat de uitslagen van de stemopneming die bestemd zijn voor het Nederlands kiescollege en een tweede exemplaar, in het Frans, bevat de uitslagen van de stemopneming die bestemd zijn voor het Frans kiescollege. In de kantonhoofdbureaus gelegen in voornoemd arrondissement wordt de in artikel 161, negende lid, vermelde verzamelstaat eveneens in tweevoud opgemaakt.»;

2° een paragraaf 3 wordt toegevoegd, luidend als volgt:

«§ 3. Voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers rangschikt elk stemopnemingsbureau gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad de stembiljetten waarop een stem uitgebracht is in twee categorieën:

1° de stembiljetten waarop een stem is uitgebracht voor een kandidatenlijst, ingedeeld bij de subkieskring Brussel;

2° de stembiljetten waarop een stem is uitgebracht op een kandidatenlijst, ingedeeld bij de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. In de stemopnemingsbureaus, gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, wordt de modeltabel, vermeld in artikel 161, tweede lid, in tweevoud opgemaakt: een exemplaar in het Nederlands bevat de uitslagen van de stemopneming voor de subkieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, en een tweede exemplaar, in het Frans, bevat de uitslagen van de stemopneming voor de subkieskring Brussel. In de kantonhoofdbureaus gelegen in voornoemd arrondissement wordt de in artikel 161, negende lid, vermelde verzamelstaat eveneens in tweevoud opgemaakt.».

VERANTWOORDING

Dit artikel heeft tot doel bij de stemopneming het scheiden van de stemmen, uitgebracht voor de lijsten van verschillende kiescolleges (Senaat) of verschillende subkieskringen (Kamer) in Brussel-Hoofdstad, zo vlot mogelijk te laten verlopen.

N° 11 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 22

Insérer un point 1°bis, libellé comme suit:

« 1°bis. Dans l'alinéa 2, les mots «pour l'élection de la Chambre des représentants, qui, conformément à l'article 94bis, § 2, alinéa 4, assure la fonction de bureau principal de province pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale» sont insérés entre les mots «circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde» et le mot «dresse».

JUSTIFICATION

L'article 161bis est adapté à la situation créée par l'article 94bis, § 2, en vertu duquel, pour l'élection du Sénat, le bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde joue le rôle de bureau principal de province.

N° 12 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 22bis (nouveau)

Insérer un article 22bis, libellé comme suit:

«Art. 22bis. — Un article 171bis, libellé comme suit, est inséré dans le même Code:

«Art. 171bis. — Avant de procéder à la répartition des sièges à attribuer dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, les sièges sont répartis entre le groupe des listes enregistrées dans des sous-circonscriptions électorales de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Hal-Vilvorde, d'une part, et le groupe des listes enregistrées dans la sous-circonscription de Bruxelles, de la manière indiquée à l'alinéa suivant. Le bureau principal de la circonscription établit un diviseur électoral en divisant le total général des bulletins valables par le nombre de sièges à attribuer. Il divise les chiffres électoraux, obtenus respectivement par les listes enregistrées dans les sous-circonscriptions de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Hal-Vilvorde, d'une part, et par les listes enregistrées dans la sous-circonscription de Bruxelles, d'autre part, par ce diviseur et fixe ainsi, à chaque groupe de listes, son quotient électoral, dont les unités indiquent le nombre de sièges acquis; le siège restant éventuellement à attribuer est attribué au groupe de listes dont le quotient présente la fraction la plus élevée. En cas de parité, le siège restant est attribué au groupe de listes dont le chiffre électoral est le plus élevé. Les sièges

Nr. 11 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 22

Een punt 1°bis invoegen, luidend als volgt:

« 1°bis. In het tweede lid, tussen de woorden «de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde» en het woord «maakt», de woorden «voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, dat overeenkomstig artikel 94bis, § 2, vierde lid, fungeert als provinciehoofdbureau voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad» invoegen.

VERANTWOORDING

Artikel 161bis wordt aangepast aan de situatie, geschapen door artikel 94bis, § 2, waarbij het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, voor de verkiezingen van de Senaat de rol speelt van provinciehoofdbureau.

Nr. 12 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 22bis (nieuw)

Een artikel 22bis invoegen, luidend als volgt:

«Art. 22bis. — In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 171bis ingevoegd, dat luidt als volgt:

«Art. 171bis. — Alvorens over te gaan tot de verdeling van de toe te wijzen zetels in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, worden die zetels omgeslagen over de groep van lijsten ingedeeld bij de subkieskringen Brussel-Halle-Vilvoorde en Halle-Vilvoorde enerzijds en de groep van lijsten ingedeeld bij de subkieskring Brussel, op de manier aangeduid in het volgende lid. Het hoofdbureau van de kieskring stelt een kiesdeler vast door het totaal aantal geldige stembiljetten te delen door het totaal aantal toe te wijzen zetels. Het deelt de totalen van de stemcijfers, respectievelijk behaald door de lijsten ingedeeld bij de subkieskringen Brussel- Halle-Vilvoorde en Halle-Vilvoorde enerzijds, en de lijsten ingedeeld bij de subkieskring Brussel anderzijds, door deze deler en legt also voor iedere lijstengroep het kiesquotiënt vast, waarvan de eenheden het aantal behaalde zetels weergeven; de eventueel overblijvende toe te wijzen zetel wordt toegekend aan de lijstengroep waarvan het quotiënt de grootste breuk heeft. Bij gelijke breuk wordt de overblijvende zetel toegekend aan de lijstengroep met het hoogste kiescijfer. Vervolgens worden de aldus voor elke groep behaalde zetels verdeeld

ainsi acquis par chaque groupe sont ensuite répartis entre les listes de candidats du groupe, de la manière indiquée aux articles 167 à 173.»».

JUSTIFICATION

L'insertion d'un nouvel article 171*bis* vise à organiser le comptage des voix obtenues dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde suivant le «système des pools», qui est également appliqué pour l'élection du conseil de Bruxelles-Capitale. Dans le cas présent, les deux «pools» ou groupes de listes, entre lesquels les sièges doivent d'abord être répartis, sont formés par les sous-circonscriptions électorales de Bruxelles- Hal-Vilvorde et de Hal-Vilvorde, d'une part, et la sous-circonscription électorale de Bruxelles, d'autre part. Après que le nombre de sièges par groupe de listes a été fixé, les sièges sont répartis, au sein de ces groupes, entre les différentes listes suivant le système légal défini à cet effet.

N° 13 DE MM. LAEREMANS ET DE MAN

Art. 26*bis* (nouveau)

Ajouter un article 26*bis*, libellé comme suit:

«Art. 26*bis*.— Dans le même Code sont abrogés:

1° les articles 15*bis*, 89*bis*, 92*bis*, 93*bis*, 107*bis*, 142*bis*, 146*bis* et 230;

2° le dernier alinéa des articles 15, 91, 93 et 96;

3° l'article 102, alinéa 2;

4° l'article 107, alinéa 4.».

JUSTIFICATION

Cet article vise à abroger les articles et parties d'articles qui créent une exception pour Comines-Warneton et Fourons.

over de kandidatenlijsten van de groep, op de wijze als aangegeven in de artikelen 167 tot 173.»».

VERANTWOORDING

Een nieuw artikel 171 *is* wordt ingevoegd, dat er toe strekt de stemmen in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde te tellen volgens het «pool-systeem», dat ook bij de verkiezingen van de Brusselse Hoofdstedelijke raad geldt. De twee «pools» of lijstengroepen, waarvan de zetels eerst moeten worden verdeeld, worden in dit geval gevormd door de subkieskringen Brussel-Halle-Vilvoorde én Halle-Vilvoorde enerzijds, en de subkieskring Brussel anderzijds. Slechts nadat het aantal zetels per lijstengroep is vastgesteld worden ze binnen deze groepen verdeeld over de verschillende lijsten volgens het wettelijk daarvoor bepaalde systeem.

Nr. 13 VAN DE HEREN LAEREMANS EN DE MAN

Art. 26*bis* (nieuw)

Een artikel 26*bis* invoegen, luidend als volgt:

«Art. 26*bis*. — In hetzelfde Wetboek worden opgeheven:

1° de artikelen 15*bis*, 89*bis*, 92*bis*, 93*bis*, 107*bis*, 142*bis*, 146*bis* en 230;

2° in de artikelen 15, 91, 93 en 96, telkens het laatste lid;

3° in artikel 102, het tweede lid;

4° in artikel 107, het vierde lid.».

VERANTWOORDING

Hierin worden de artikelen en delen van artikelen opgeheven, die voor Komen-Waasten en Voeren een uitzonderings-toestand scheppen.

Bart LAEREMANS (Vlaams Belang)
Filip DE MAN (Vlaams Belang)